

Détruire d'une main, prendre de l'autre : la biomasse, REDD et les forêts

Les forêts tiennent la vedette ces jours-ci. En évitant le déboisement nous pourrions nous attaquer au changement climatique (du moins si le carbone stocké dans les forêts n'est pas commercialisé, permettant que les émissions continuent ailleurs). Or, les forêts n'ont jamais été plus gravement menacées.

C'est une bonne idée que de diminuer le déboisement. Si on l'éliminait tout à fait ce serait mieux. Et ce serait encore mieux de payer les peuples autochtones et les communautés locales qui protègent les forêts. Telle serait l'idée de base du grand nouveau plan pour sauver les forêts : REDD (réduction des émissions dues au déboisement et à la dégradation des forêts). Mais pourquoi ce plan n'essaie-t-il pas de s'attaquer aux causes premières du déboisement ?

Comme le WRM l'a signalé à maintes reprises, l'une des menaces les plus insidieuses pour les forêts provient des plantations industrielles d'arbres. L'engouement actuel pour tout ce qui a trait au carbone, jointe au fait que l'ONU ne différencie pas les forêts des plantations, est le plus fort encouragement qui soit à éliminer les forêts et à les remplacer par des plantations.

Une bonne partie de cette menace provient d'une fausse solution au changement climatique : les plantations de biomasse. Selon le Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat, le bois est considéré comme du « carbone biogénique », lequel fait « partie de l'équilibre naturel du carbone [et] n'augmente pas la concentration de dioxyde de carbone dans l'atmosphère ». Or, cette comptabilité créative est en train de faire que les centrales électriques fonctionnant à la biomasse prolifèrent comme des champignons après la pluie. La Chine prévoit de construire, d'ici 2020, des centrales de ce genre capables de produire 30 000 MW. Le Sud des États-Unis a été appelé « l'Arabie saoudite de la biomasse ». Une bonne partie de cette expansion a pour but d'alimenter les entreprises d'électricité européennes, censées produire 20 % de l'énergie à partir de « sources renouvelables » d'ici 2020.

Les arbres absorbent du carbone en grandissant. Jusque là, tout va bien. Mais les défenseurs de la biomasse ignorent le fait que le brûlage du bois libère du dioxyde de carbone, tout comme la plupart de l'industrie papetière ignore le fait que la transformation du bois en pâte pour faire du papier produit, elle aussi, d'énormes volumes de dioxyde de carbone.

Bien entendu, si on replante les arbres ceux-ci vont absorber du dioxyde de carbone, mais même en utilisant les eucalyptus à la croissance la plus rapide il faudra attendre de cinq à sept années avant que le dioxyde de carbone libéré en brûlant le bois soit absorbé par les arbres. Si nous voulons éviter un changement climatique incontrôlable et dangereux, le pire que nous puissions faire est d'attendre de cinq à sept ans. En Europe et aux États-Unis les arbres grandissent plus lentement ; ils mettront donc plus longtemps encore à absorber du carbone.

Un rapport publié en mai 2009 par le magazine Science, rédigé par Marshall Wise et ses collègues de l'Université du Maryland, compare deux scénarios possibles. Dans l'un, toutes les émissions de carbone sont taxées (y compris celles que provoque le changement d'affectation des sols) ; dans l'autre, seules les émissions des combustibles fossiles et les émissions industrielles sont taxées. Le deuxième cas est le résultat logique de considérer la biomasse comme du « carbone biogénique » et, par conséquent, de ne pas tenir compte du dioxyde de carbone qu'elle émet quand on la brûle. Cela aurait pour conséquence que « pratiquement toutes les terres non requises pour la production de vivres et de produits forestiers serait affectée à la production de bioénergie ». Un graphique inclus dans l'article montre que, d'ici 2065, les forêts, les brousses, les prairies et les pâturages non exploités du monde seraient transformés en plantations de bioénergie.

Les auteurs commentent avec flegme : « Un déboisement de cette ampleur est difficile à imaginer, car il est difficile d'imaginer que la société puisse trouver ce résultat acceptable ».

Or, la province de Riau, dans l'île indonésienne de Sumatra, nous offre un exemple d'un « déboisement de cette ampleur ». Il y a vingt ans, 80 % de sa surface étaient boisés. À présent, il n'en reste que 30 %. Deux entreprises papetières ont provoqué ce déboisement : Asia Pulp & Paper (APP) et Asia Pacific Resources International (APRIL). Les conglomérats auxquels elles appartiennent (Sinar Mas et Raja Garuda Mas, respectivement) ont investi aussi dans de grandes plantations de palmier à huile qui ont augmenté la destruction des forêts. L'une des causes profondes de l'expansion des plantations de palmier à huile est la demande de bioénergie de l'Europe.

Le gouvernement indonésien aime bien le système REDD, notamment parce qu'il espère en tirer des millions de dollars. De leur côté, les pays du Nord veulent bien financer le système REDD en Indonésie, en particulier parce qu'il leur permettra de continuer à extraire du pétrole. L'entreprise norvégienne StatoilHydro, par exemple, a des projets pétroliers en Indonésie. Pendant ce temps, l'ambassadeur de Norvège en Indonésie, Eivind Homme, peut dire que « la Norvège est en train de financer le programme REDD de l'ONU, un projet pilote sur le changement climatique, en Indonésie ».

L'Indonésie a été le premier pays du monde à légiférer en matière d'investissements REDD. Pourtant, au début de cette année le même gouvernement indonésien a décidé d'autoriser l'expansion des plantations de palmier à huile dans les tourbières. Pour planter des palmiers à huile ou des arbres à pâte dans les tourbières il faut d'abord défricher et drainer le sol, ce qui libère des millions de tonnes de CO₂ dans l'atmosphère. Les autorités permettent aussi aux entreprises papetières d'abattre les forêts indigènes et ferment les yeux quand elles utilisent du bois illégal.

Le système REDD fera-t-il quelque chose pour éviter cette destruction ? À l'en croire les progrès accomplis, non. En Guyana, le président Bharrat Jagdeo assure à l'industrie que sa 'stratégie de développement à faible intensité de carbone' n'affectera pas les entreprises forestières, les entreprises minières ou les projets de construction de routes à travers la forêt. En Papouasie-Nouvelle-Guinée, le gouvernement ne fait pratiquement rien pour lutter contre la destruction que provoquent l'abattage industriel ou les plantations de palmier à huile, mais il permet à plusieurs entreprises de passer avec les villageois des contrats suspects de commercialisation du carbone forestier pour les projets REDD futurs. À moins que le système REDD ne s'attaque à la destruction causée par l'exploitation forestière et les plantations (pour la production de bioénergie, de palmiers à huile ou de bois à pâte), il ne réussira pas à stopper le déboisement. Et tant que la définition de forêt de l'ONU ne fera pas de différence entre les forêts et les plantations, cela ne risque pas d'arriver.

Chris Lang, <http://chrislang.org>

Source : Bulletin WRM Aout 2009